

L'ARMISTICE AVANT LA GRANDE BATAILLE

Après avoir été jusqu'à englober plus de deux millions de travailleurs, la poussée gréviste a cessé — du moins pour un certain temps.

Comme nous l'avions écrit dans notre lettre précédente, s'il y avait de part et d'autre, chez les ouvriers et les patrons, la volonté d'un show-down, d'une épreuve de force conduite jusqu'au bout, il y avait aussi bien des éléments désireux de tout faire pour éviter une telle lutte.

Tout d'abord, MacMillan — tout comme jadis Churchill et Eden — a pensé que le capital n'était pas de taille à gagner la bataille. A la grande surprise de nombreuses couches du capital (il suffit de lire l'*Economist* qui d'ordinaire recherche une solution de « juste milieu »), il accorda 5 % aux cheminots, ce qui eut un double résultat: il évita la grève de cette corporation et donna ainsi à entendre au patronat qu'il fallait de toute façon faire certaines concessions de salaires; puis, se targuant de cette mesure, il se tourna vers les dirigeants ouvriers des corporations en lutte pour obtenir d'eux au à leur tour ils exercent leur autorité pour ramener les grévistes au travail.

Grosso modo, ce plan semble avoir réussi après quelques journées pendant lesquelles la grève se poursuivit, de façon à obtenir quelques garanties supplémentaires avant que le conflit soit soumis à une commission d'investigation.

Au moment où nous écrivons, nous ignorons encore ce que donnera cette commission et, par suite, ce que sera la réaction des ouvriers face aux conclusions de cette commission. Mais, à côté de ces faits globaux, et même dans le cas où on semblera revenu à la normale dans la marche de la production, ces quelques journées auront de profondes répercussions, dont on peut déjà discerner les tendances générales.

A droite, dans le camp du capital, l'autorité du gouvernement conservateur a été fortement entamée auprès des membres de son parti. Rien ne marque mieux ce fait que la démission du gouvernement de Lord Salisbury, éminence grise du parti tory et de la Cour. Apparemment, cette démission a été causée par la mesure de clémence envers l'évêque chypriote Makarios. Mais, MacMillan en tant que premier ministre, était peut-être mieux que quiconque dans les hautes sphères, apte à voir l'impossibilité pour l'impérialisme britannique de mener une lutte sur de très nombreux fronts: Chypre, Suez, armements, classe ouvrière...

Le capitalisme britannique s'est décidé à de profondes réformes en matière militaire pour ne pas être gêné financièrement, il veut repren-

dre les négociations à Chypre, il cherche le moyen de sauver la face pour Suez tout en payant les péages à l'Égypte, il concentre toutes ses forces pour pouvoir se battre sur son terrain de prédilection de judis: la production industrielle en vue des exportations.

Sur le plan politique, le gouvernement tory est bien malade. Les Gallup indiquent qu'il n'a jamais été plus bas dans l'opinion publique. Il est très probable que nous allons vers de nouvelles élections et... vers un gouvernement travailliste.

Mais cela ne veut pas dire que, de cette brève épreuve, les grévistes sortent satisfaits de leurs dirigeants. Au contraire, en très grand nombre, en majorité même, ils ont le sentiment que la situation si favorable pour eux n'a pas été exploitée et que leurs dirigeants syndicaux ont cédé à la pression gouvernementale, à la campagne de la presse, qu'ils n'ont été dans la grève que contraints et forcés par la base. Le mécontentement trouva même son expression

dans des cadres syndicaux élevés, notamment Frank Cousins du grand syndicat des Transports et Ted Mill, des Chaudronniers. Les ouvriers, dans leur majorité, reprirent cependant le travail, d'abord parce que la discipline syndicale est très forte, et qu'il n'y avait pas de direction susceptible de remplacer celle qui avait cédé à la pression gouvernementale. Mais on ne peut avoir le moindre doute que les répercussions seront grandes au sein des organisations syndicales, en même temps que grandira la résolution des travailleurs, de chasser le gouvernement conservateur.

En conclusion, si encore une fois il apparaît seulement que les tendances conciliatrices ont eu le dessus en Angleterre, cela s'est produit sans que rien n'ait pratiquement diminué la tension sociale. En outre, les ouvriers ont plus conscience que jamais de leur force, et dans les deux camps les tendances, désireuses de s'affronter dans une épreuve décisive, vont se préparer à l'avenir.

LA CRISE DANS LE P.C. CHILIEN

Nous n'avons pas encore reçu de nouvelles précises sur les événements importants qui se déroulent au Chili. Nous publions ci-après les informations de notre Section Chilienne sur la lutte intérieure dans le PC de ce pays.

Tiré de « Lucha Obrera », organe officiel du POR, Section chilienne de la IV^e Internationale.

...L'alignement sur les conséquences de la déstalinisation publique commencée avec le 20^e Congrès provoqua une série de changements intérieurs très importants. La Direction fut amenée à chercher de meilleures relations avec la base. Simultanément eut lieu une reclassification des cadres dirigeants qui plaça Volodia Teitelboim au rang de « déstalinisateur officiel » et conduisit à des changements dans les cadres moyens sous la pression du rejet de la base de certains éléments particulièrement brutaux. L'autocritique que fit Teitelboim au nom du PC, malgré son caractère manifestement incomplet, l'abandon du sectarisme à l'égard du PSP (1) ouvrirent la voie à un contact positif de la part du PSP et de ses militants ouvriers. Tout ceci fut un facteur de développement de la lutte intérieure du PC chilien.

Celui-ci compte dans ses rangs une grande partie des éléments les meilleurs et les plus poli-

tisés de l'avant-garde ouvrière chilienne. De plus la Gauche Communiste (2) eut au Chili une expression de masse majoritaire et les éléments du Parti Socialiste qui furent gagnés par le PC, y entrèrent avec une autre formation et une autre expérience politique que les cadres formés dans le stalinisme d'autres partis communistes latino-américains. La crise dans le PC doit donc avoir lieu à un niveau politique plus élevé que dans d'autres partis stalinien. Non seulement « El Siglo » dut publier le testament de Lénine mais il dut aussi commencer une discussion politique avec le PSP sur la stratégie de la révolution chilienne: Front de Classe ou Front de Libération Nationale avec la bourgeoisie. Une telle discussion de même que l'autocritique de Teitelboim, la modification de l'attitude de la direction, les concessions « démocratiques », les changements de langage, les tentatives de discuter politiquement les divergences, etc..., montrent comment la pression de la base oblige la direction à jeter du lest sous peine de naufrager.

Un des dirigeants stalinien, Galo Gonzalez dans un article, déclare que «... les cellules ont fait des pétitions pour changer certains dirigeants et pour que d'autres corrigent leurs défauts... » « en réaction contre le centralisme excessif est née une tendance également fautive vers l'ultra-démocratie. Certains camarades veulent ignorer les attributions des organismes dirigeants du Parti et déclarent que toutes les résolutions doivent être auparavant discutées dans les cellules avant que la Direction ne s'engage ». « Il y a d'autres camarades qui en sont arrivés à exprimer des positions favorables à la convocation immédiate d'un nouveau Congrès National, prétendant que le X^e Congrès n'a pas été rentable et n'a pas été préparé avec toute l'ampleur nécessaire. »

Il y a des indices de l'existence de deux tendances nationales avec des appuis principalement dans les centres ouvriers (Santiago, Valparaiso, Concepcion). La lutte est assez dure et certains ouvriers en arrivent à dire: « nous luttons ferme. Si les vieux ne veulent pas changer, nous les y obligerons ».

(1) Parti Socialiste Populaire qui a l'influence la plus grande sur la classe ouvrière.

(2) Il y avait au Chili, avant 1932, une opposition communiste de gauche qui se déclara d'accord avec certains points du programme trotskyste.

AU CONGRÈS DU P.C. NORVÉGIEN

Au début de mars, le PC norvégien a tenu son Congrès national. Dans la résolution sur la situation internationale, il est dit entre autre que « des erreurs graves et des insuffisances se sont produites en Hongrie et que le mouvement populaire qui se développe n'avait aucun caractère réactionnaire ».

Mais la résolution ajoute: « Lorsque les forces fascistes apparurent comme une menace dans le pays et que le chaos se développa, accompagné de meurtre et de lynchage, la force populaire était désorganisée et les masses n'avaient pas suffisamment de force de combat. Les troupes soviétiques se trouvaient placées dans un dilemme. Si elles n'étaient pas intervenues, la situation en Hongrie aurait pu mener à des circonstances constituant une menace durable contre la paix en Europe. »

Au vote sur ce point, il n'y eut que trois voix contre sur environ 200 délégués. Le président du Congrès ne posa que la question des voix contre. Sinon, un plus grand nombre d'abstentions aurait montré l'incertitude qui régnait parmi de nombreux membres du Congrès.

Après le Congrès, trois rédacteurs de l'organe central « Friheten », les camarades Jean Bull,

Alf Biem, Herge Hagerupp, démissionnèrent du journal et du parti. Le plus connu d'entre eux, Jean Bull, écrivit au CC et à la rédaction de « Friheten » une lettre dont nous extrayons les passages suivants:

« ...Ma décision de rompre avec le parti et le journal est une des plus sérieuses et des plus difficiles de ma vie... La petite lueur d'espoir que j'avais encore avant le Congrès national a été définitivement éteinte dans les trois premiers jours de mars... Ma conviction dans la cause du socialisme n'est pas sortie affaiblie de cette crise, et je tiens encore à souligner que mon désir que le parti prenne une position indépendante par rapport aux événements de Hongrie et développe une politique le plaçant au premier rang dans la lutte contre toute forme d'oppression était dicté par l'ardente espérance que le PC norvégien était le parti de la classe ouvrière et deviendrait son seul représentant. Non, je n'ai pas perdu la confiance dans le socialisme pour notre pays et pour le monde. Mais je ne crois plus que le PC norvégien se développera en parti de masse et stimulera le développement socialiste en Norvège... »